

20ème réunion du Conseil d'Administration de CAFI - Rapport public

3 et 6 mai (partie I), 23-24 et 27 juin (partie II) et 7 juillet (partie III) 2022



Introduction et ordre du jour

La 20th réunion du Conseil d'Administration de CAFI (EB20) s'est déroulée en trois parties, couvrant les sujets suivants :

- **Partie I (3 et 6 mai 2022, à Séoul et en ligne)** : Examen de la situation financière du Fonds ; exercice de rapport annuel, questions opérationnelles du fonds d'affectation spéciale ;
- **Partie II (23-24 & 27 juin 2022, à Oslo et en ligne)** : Sessions nationales avec la RD Congo, la République du Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine et le Cameroun ; sessions au niveau du Fonds sur le rapport annuel, la stratégie de gestion des risques, l'étude régionale sur les moteurs et les tendances de la déforestation et de la dégradation des forêts, l'intégration du genre, le réseau scientifique du CAFI, la campagne de communication sur le changement social, la gouvernance du Fonds et l'accréditation de nouvelles organisations d'exécution ;
- **Partie III (7 juillet 2022, à Libreville et en ligne)** : Table ronde de haut niveau sur la vision pour CAFI 2030.

Ce rapport présente les principaux points soulevés et les conclusions tirées au cours des trois parties de l'EB20.

Partie I

La première partie de l'EB20 a eu lieu à Séoul et en ligne les 3 et 6 mai, en marge du Congrès forestier mondial. La réunion a été accueillie par le Service coréen des forêts.

La situation financière du Fonds CAFI

- Le total des engagements des bailleurs de fonds à CAFI s'élève à 787 103 627 USD (au 31 août 2022), dont 65,2% (513 499 361 USD) ont été déposés, provenant du Royaume-Uni, de la France, des Pays-Bas, de l'Allemagne et de l'Union européenne. La Norvège et l'Allemagne restent les deux

plus importants bailleurs de fonds, avec des dépôts totaux au Fonds fiduciaire de CAFI de plus de 300 millions USD et de plus de 150 millions USD, respectivement.

- A la fin du mois d'avril 2022¹, le budget total approuvé de CAFI s'élève à 349 millions USD. Sur ce montant, 251 millions USD ont été alloués à la RDC, suivie du Gabon (21 millions USD) et de la République du Congo (12 millions USD). Les chiffres de l'exécution budgétaire devraient augmenter, car les échéances des rapports financiers approchent. Un total de 236 millions USD a été transféré aux programmes et au Fonds national REDD+ de la RDC (FONAREDD) à la fin du mois d'avril.²

Exercice de rapport annuel

- Le *rapport 2021 sur les faits saillants de CAFI*, dont une version préliminaire a été présentée au conseil d'administration, est une version condensée du rapport annuel du fonds, destinée aux décideurs des gouvernements bailleurs de fonds de CAFI. Pour souligner le caractère de CAFI en tant qu'instrument à deux volets, le rapport 2021 met les résultats des politiques (par exemple, les engagements dans la [nouvelle LOI](#) avec la RDC) sur un pied d'égalité avec les résultats des programmes d'investissement. Pour la première fois, le rapport inclut des données du [portail accessible au public](#) de l'étude régionale sur les moteurs de la déforestation menée par la FAO, afin de contextualiser les résultats.
- L'année 2021 a été une année record pour la mobilisation de fonds, et CAFI a mis en œuvre des programmes par l'intermédiaire de onze organisations d'exécution différentes (les plus récentes approbations de programmes pour l'UICN, TNC, One Acre Fund et Farm Africa augmenteront ce nombre). Les principaux résultats politiques de CAFI en 2021 incluent l'adoption des ambitions inscrites dans la [nouvelle LOI](#) signée avec la RDC le 2 novembre 2022, dans le contexte de la COP26.

Questions opérationnelles

Cadre de gestion des risques

- Le Secrétariat CAFI a préparé un cadre révisé de gestion des risques pour le Fonds, basé sur les recommandations et la terminologie du Cercle de Copenhague pour la gestion des risques, catégorisant ainsi les risques en risques contextuels (s'appliquant aux pays partenaires), institutionnels (s'appliquant à CAFI et aux organisations de mise en œuvre) et programmatiques (s'appliquant à tous les acteurs).
- Le secrétariat CAFI mettra à jour le cadre de gestion des risques sur la base des commentaires du conseil d'administration et préparera un projet de décision pour examen et adoption par le conseil d'administration par voie de non-objection.

Surveillance, évaluation et apprentissage (MEL)

- Le Secrétariat CAFI a élaboré un projet de politique de MEL et poursuivra son travail de révision et de renforcement de ses outils de MEL, y compris les lignes directrices destinées aux organisations de mise en œuvre qui, pour améliorer et harmoniser les rapports entre les programmes.

Rapports sur la gestion des actifs

- Le Conseil d'Administration a accepté d'examiner les possibilités d'introduire des exigences supplémentaires pour que les organisations de mise en œuvre fassent régulièrement rapport sur la gestion des actifs fixes pendant toute la durée d'un programme.
- Conformément à la Décision EB.2022.06, adoptée par l'EB20, le Secrétariat CAFI collectera des informations sur les procédures et les politiques des fonds et des organisations concernées en matière de gestion et de déclaration des immobilisations, réalisera un inventaire pilote des

¹

² Les chiffres actualisés sont disponibles sur le site Internet du MPTF : <https://mptf.undp.org/fund/afi00>.

immobilisations des organisations d'exécution de CAFI et présentera au CA les conclusions de l'exercice de collecte d'informations. Cet exercice devrait avoir lieu au cours du dernier trimestre de l'EB20. ...

Mandat et manuel d'opérations de CAFI

- Le Conseil d'Administration a revu les termes de référence et le plan d'action du Fonds d'affectation spéciale (adoptés pour la première fois le 14 janvier par la décision [EB.2021.01](#), et révisés le 17 décembre 2021 par la décision [EB.2021.30](#)..[30](#)), visant à détailler les modalités d'accès des organisations non gouvernementales (ONG) conformément aux nouvelles exigences du MPTF, notamment pour inclure une évaluation de la capacité des ONG à prévenir et à répondre à l'exploitation, aux abus et au harcèlement sexuels (SEAH), exiger également l'enregistrement légal de l'ONG dans le pays d'opération, demander le consentement légal du gouvernement partenaire et améliorer les procédures d'évaluation de la conformité aux sauvegardes sociales et environnementales. La révision de ces documents est toujours en cours ; les versions révisées seront adoptées par le Conseil en temps voulu.

Décisions adoptées au cours de la réunion

- [EB.2022.06 : Développement des exigences en matière de rapports sur la gestion des actifs fixes pour les organismes de mise en œuvre du CAFI.](#)

Partie II

La deuxième partie de l'EB20 a eu lieu à Oslo et en ligne, les 23-24 et 27 juin, en marge du Forum d'Oslo sur les forêts tropicales. La réunion d'Oslo a été accueillie par le centre de gouvernance du PNUD d'Oslo, en partenariat avec l'Initiative internationale sur le climat et les forêts de Norvège (NICFI) et l'agence norvégienne de développement (Norad). Les deux premiers jours de la réunion ont consisté en des sessions nationales, auxquelles ont participé des représentants des pays partenaires du CAFI. Le troisième jour de la réunion a été consacré à des discussions opérationnelles et thématiques au niveau du Fonds.

Session par pays sur la République démocratique du Congo

La session nationale a été suivie par la directrice adjointe du cabinet du Ministre des Finances, Ginette Nzau (en personne), le conseiller du Ministre des Finances, Jean-Paul Boketsu (en ligne) et le conseiller en matière de climat du Ministre de l'Environnement et du Développement durable, Dr. Joseph Malassi (en ligne).

Mise à jour du partenariat entre la RDC et CAFI

- CAFI a 18 programmes en cours en RDC, dont 7 PIREDD et 11 programmes sectoriels. En juin 2022, 171,2 millions USD du budget total approuvé de 249,9 millions USD avaient été transférés au FONAREDD. Les dépenses totales du portefeuille du FONAREDD s'élèvent à 113,2 millions USD.³
- En 2021, d'importants progrès ont été réalisés dans le programme en ce qui concerne les nouveaux contrats et les activités sur le terrain. Les investissements de CAFI sur le terrain (par le biais des PIREDD) ont bénéficié à 30 000 personnes dans neuf provinces. D'autres résultats majeurs sont liés à l'élaboration de nouvelles politiques clés en matière d'aménagement du territoire, d'énergie et d'agriculture. En outre, la politique foncière de 1980 a été mise à jour et adoptée pour aider les communautés locales à sécuriser l'accès à la terre et aux investissements ; et des projets de

³ Les chiffres actualisés sont disponibles sur le site Internet du MPTF : <https://mptf.undp.org/fund/afi00>.

nouvelles politiques agricoles et énergétiques ont été élaborés au niveau national. En outre, une part importante des investissements de CAFI est consacrée à la création et au renforcement des structures et des capacités communautaires, ce qui représente un coût important, mais n'apparaît pas immédiatement dans les résultats quantifiés qui sont surveillés et publiés.

- Un total de 33 millions USD de financement de la deuxième tranche (c'est-à-dire la deuxième tranche des budgets des programmes approuvés) a déjà été transféré aux programmes existants en RDC. Un autre montant de 67 millions USD devrait être transféré aux programmes en cours une fois et si ceux-ci remplissent les conditions pour recevoir la deuxième tranche de financement.
- La nouvelle [Lettre d'intention signée entre la RDC et CAFI le 2 novembre 2021](#), ainsi que le premier Appel à manifestation d'intérêt (AMI) (voir [Décision EB.2022.12](#)), ont été approuvés par le gouvernement de la RDC le 30 mai lors d'une cérémonie de signature officielle avec Son Excellence la Vice-Première Ministre, Ministre de l'Environnement et du Développement Durable, Eve BAZAIBA, ainsi que Son Excellence le Ministre des Finances, Nicolas KAZADI.
- Par la suite, un atelier avec les partenaires techniques intéressés a été organisé à Kinshasa le 16 juin 2022 afin d'assurer une compréhension commune des priorités de programmation pour le nouveau partenariat. Les discussions ont principalement porté sur les modalités d'accès au financement pour les entités nationales, la modalité d'agent de gestion, ainsi que le processus d'accréditation pour les organisations non onusiennes. Plus d'informations sur l'appel à manifestation d'intérêt sont disponibles sur le [site du CAFI](#).

Poursuite des discussions entre CAFI et le gouvernement de la RDC.

- Le CA de CAFI et le gouvernement de la RDC poursuivent leur dialogue sur les modalités de gouvernance et de mise en œuvre dans le contexte de la nouvelle LOI, notamment sur les possibilités de renforcer les capacités des entités nationales et des organisations de la société civile dans le cadre des efforts de programmation, ainsi que d'assurer une meilleure appropriation nationale des résultats.
- Considérant que plusieurs programmes arriveront à leur date de clôture en 2022 ou 2023, le CA de CAFI et le gouvernement de la RDC travaillent à l'élaboration de dispositions pour éviter l'interruption du soutien aux efforts des programmes clés, notamment par le biais d'un pipeline de programmes accélérés.
- Les deux parties tiendront des réunions techniques pour surveiller conjointement les progrès accomplis en vue de la réalisation des jalons prévus en 2022. Le processus et le calendrier seront clarifiés avec le gouvernement. Ce dernier assure le suivi nécessaire avec les ministères sectoriels et considère comme une priorité de franchir des jalons importants avant la COP27. La COP27 en Égypte et la PRECOP associé en RDC seront des occasions précieuses pour présenter les progrès réalisés dans le contexte de la LOI. Parmi les objectifs qui devraient être atteints prochainement figurent la publication de la révision juridique des concessions forestières, le lancement du Programme de gestion durable des forêts (PGDF), la finalisation de la nouvelle stratégie nationale de planification familiale et l'avancement du processus lié au conseil national de planification de l'utilisation des terres.

Session par pays sur la République du Congo

Ont participé à la session le conseiller en aménagement du territoire auprès du ministre, Antoine Goma (en ligne), le secrétaire permanent chargé de la coordination du partenariat CAFI-RoC, Jean de Dieu Nzila (en personne).

Mise à jour sur le partenariat entre le Congo et CAFI

- Les récents progrès réalisés comprennent l'amélioration de l'engagement de haut niveau politique, la capacité démontrée d'ajuster le processus d'examen du partenariat afin de répondre aux demandes spécifiques formulées par le Comité interministériel, et l'approbation de quatre programmes, six autres étant en phase finale de développement. Trois de ces programmes sont destinés à soutenir l'implication dans le partenariat des acteurs gouvernementaux (programme de soutien à la coordination), de la société civile (en cours de développement) et du secteur privé (à venir).
- Le Ministère de l'Aménagement du Territoire cherche à utiliser le prochain programme LUP pour renforcer la coordination interministérielle pour la prise de décision, et créer une connexion avec les niveaux locaux, à travers le *Groupe d'animation et de concertation sur l'aménagement du territoire* (GACAT) qui sera créé par le programme. Le ministère et son partenaire technique, l'AFD, espèrent que les deux programmes seront signés prochainement, afin de mettre en place les unités de coordination et de permettre le lancement effectif des activités en temps voulu.

Session par pays avec la République du Gabon

Linsey Simone Embinga, responsable de l'unité de gestion du programme CAFI 1, a participé à la session (en personne).

Mise à jour sur le partenariat entre le Gabon et CAFI

- Les activités de l'unité de gestion de projet du programme CAFI 1 ont été suspendues de juillet à septembre de l'année dernière, entraînant un retard dans la mise en œuvre du programme. Cependant, des dispositions adéquates ont été prises pour relever les défis rencontrés, et une accélération des progrès est attendue sous peu.
- Cinq programmes ont été élaborés par le gouvernement et proposés pour le financement dans le cadre du premier paiement basé sur les résultats (de 17 millions USD) dans le cadre du partenariat signé entre le Gabon et CAFI en 2019 :

Organisation chargée de la mise en œuvre	Titre du programme	Transfert dans le cadre du premier paiement basé sur les résultats (USD)
PNUD	Offrir aux populations urbaines des possibilités d'éducation et d'accès aux jardins forestiers et aux parcs urbains	1 562 966.83
UNESCO		261 080.00
PNUD	Sauvegarde et extension du réseau d'aires protégées du Gabon	9 025 878.00
TNC	Réduire les émissions par une meilleure gestion forestière : Mise en œuvre d'un programme de certification à l'échelle nationale et de foresterie communautaire au Gabon	2 935 096.31
TNC	Programme de recherche et de surveillance des écosystèmes forestiers	2 492 310.00
PNUD	Renforcement des institutions pour la coordination et la mise en œuvre des programmes de politique climatique (Programme de coordination CAFI)	722 000.00
TOTAL		16 999 361.14

- En plus de ce montant, le Gabon a demandé 767 486 USD de ressources non basées sur les résultats, pour compléter le budget du programme de coordination.

- Les cinq nouveaux programmes correspondent aux priorités du [Cadre national d'investissement du Gabon en ce qui concerne le partenariat axé sur les résultats avec le CAFI](#).
- Le programme de coordination devrait jouer un rôle important dans le renforcement et la rationalisation de la surveillance du portefeuille des programmes de CAFI, ainsi que dans la communication des progrès, des résultats et des défis avec le ministère de l'Économie (c'est-à-dire le ministère qui a signé la Lettre d'intention avec CAFI au nom du gouvernement gabonais). Cela devrait permettre d'accélérer les progrès vers les jalons restants de la lettre d'intention.
- La revue annuelle du partenariat entre CAFI et le Gabon a eu lieu à Libreville les 7 et 8 juillet 2022.

Session par pays avec la Guinée équatoriale

Mme Bindang Ndong Okiri, Secrétaire d'Etat à la Planification au Ministère des Finances, de l'Economie et de la Planification, a participé à la session (en personne).

- Un appel à manifestation d'intérêt a été lancé par CAFI ([EB.2021.09](#)) pour mener une étude exploratoire sur le soutien gouvernemental et le dialogue politique afin de collecter des données sur la foresterie, l'exploitation forestière et l'aménagement du territoire, de cartographier les acteurs de ces secteurs et d'explorer les possibilités de programmes intégrés.
- Suite à l'évaluation des soumissions reçues, le CA a accepté d'inviter l'AFD à développer un document de programme ainsi qu'à offrir un soutien au programme de PUT en cours de la FAO en Guinée équatoriale.
- Le plan national d'utilisation des terres de la Guinée équatoriale a été lancé en juin 2021 avec le soutien de la FAO. Un atelier sur la planification de l'utilisation des terres a été organisé en février 2022 au cours duquel une méthodologie d'utilisation des terres a été validée. L'un des principaux résultats de cette méthodologie est la formation et l'activation de la Commission nationale de classification de l'utilisation des terres. En outre, un inventaire forestier national est en cours d'élaboration avec la FAO et avec le financement du FEM depuis 2019 et sera achevé en 2023.
- Comme indiqué dans la Décision EB.2022.10, [adoptée par l'EB20, CAFI a invité l'AFD](#) à élaborer un document de programme pour soutenir le dialogue politique entre CAFI et la Guinée équatoriale et à mener des études exploratoires, et a invité la FAO à soumettre une proposition formelle pour une petite subvention afin de soutenir et de renforcer leur soutien à l'aménagement du territoire.

Session par pays avec la République centrafricaine (RCA)

La session a été suivie par Gildas Igor Tola Kogadou, coordinateur de l'unité nationale de coordination climatique (en ligne).

Préparatifs d'un partenariat entre la RCA et CAFI

- Le Secrétariat CAFI a entrepris sa première mission technique en RCA en avril 2022, contribuant à faire progresser le dialogue de haut niveau visant à concevoir le partenariat entre la RCA et CAFI, pour une mise en œuvre à partir de 2023, initialement sous la forme de mécanismes de gouvernance et d'un cadre programmatique. La mission technique a mis en évidence la nécessité de fournir aux experts des orientations concernant les secteurs à privilégier. Le partenariat pourrait adopter deux approches parallèles : le dialogue politique et les jalons de la réforme au niveau central, national (en mettant l'accent sur le régime foncier et le développement), et les programmes pilotes des juridictions locales avec des objectifs quantifiés pour la préservation des forêts, l'agroforesterie, l'aménagement du territoire, etc. Des effets correspondants pourraient être conçus au niveau central et au niveau local pour les secteurs de la coordination, de la PUT et du régime foncier, des forêts, de l'agriculture et du bois-combustible, de l'environnement et des mines.
- Une bonne gestion de la sécurité sera impérative pour augmenter les chances d'atteindre les objectifs. CAFI doit déterminer quels seront les risques acceptables avant de définir les investissements. Les risques de sécurité auront des effets au niveau du partenariat, au niveau du

financement/programme et au niveau de la mise en œuvre du programme : ces trois niveaux nécessitent une gestion adéquate à tous les niveaux.

- Le CA de CAFI a accepté de fournir une extension sans frais de la période de mise en œuvre de la subvention préparatoire pour l'AFD afin de mener des études de préfaisabilité ainsi qu'un dialogue politique en RCA ([approuvé par CAFI en novembre 2020](#)).

Session par pays avec le Cameroun

Préparatifs d'un partenariat entre le Cameroun et CAFI

- Le CA s'est engagé à accélérer le développement d'un partenariat ambitieux entre CAFI et le Cameroun. Ce partenariat viserait à aider le Cameroun à élaborer et à mettre en œuvre des plans d'investissement stratégiques pour les secteurs prioritaires (par exemple, l'exploitation minière, l'agro-industrie, la sylviculture et l'énergie), contribuant ainsi à la compétitivité des produits camerounais sur les marchés internationaux, tout en réduisant la déforestation - conformément aux engagements pris par le Cameroun dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) soumises à la CNUCC. CAFI s'engage également à faciliter l'accès du secteur privé à des financements internationaux importants et abordables, dont beaucoup sont conditionnés par le respect des engagements climatiques et environnementaux.

Sessions thématiques et opérationnelles au niveau du financement

Rapport annuel de CAFI 2021

- En raison des exigences supplémentaires en matière de rapports annuels introduites récemment par CAFI, certains programmes sont encore en train de se conformer aux nouvelles exigences. Les niveaux de conformité avec les exigences semblent être spécifiques aux programmes plutôt qu'à chaque organisation de mise en œuvre ; ainsi, ils semblent dépendre de la capacité de chaque équipe de programme.
- Les programmes ont été invités à soumettre deux types de rapports financiers pour 2021 : par catégorie du PNUD, et par effet et produit. Un seul programme n'a pas soumis d'informations financières par effet et produit dans son rapport annuel pour 2021. Quelques programmes ont soumis des informations incomplètes.
- Pour les programmes en RDC, les organes de gouvernance du FONAREDD assurent l'examen des résultats et des plans de travail des programmes, effectuent des visites sur le terrain, fournissent des recommandations et assurent le suivi de leur mise en œuvre sur une base régulière. En outre, le Secrétariat CAFI assure un dialogue croissant avec les programmes.
- Le rapport annuel du Fonds n'a pas été adopté par le CA au cours de la réunion, dans l'attente de l'incorporation des commentaires partagés par les membres du Conseil. Le Secrétariat CAFI assurera le suivi de cette question en temps voulu.

Cadre de gestion des risques

- Le Secrétariat a mis à jour le cadre de gestion des risques du Fonds, sur la base du projet présenté au Conseil d'administration lors de la première partie de l'EB20 (à Séoul), en intégrant les commentaires reçus par les membres du Conseil.
- Une fois finalisé, le cadre révisé de gestion des risques sera présenté au Conseil d'administration pour adoption.

Étude régionale sur les moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts en Afrique centrale

- [Le projet](#) de CAFI mis en œuvre par la FAO [pour évaluer les tendances en matière de déforestation et de dégradation des forêts ainsi que les moteurs directs actuels et historiques associés dans les six pays partenaires du CAFI](#) a nécessité un travail important de renforcement des capacités et de reproductibilité. La FAO entretient un dialogue régulier avec les ministres des six pays et organise

des webinaires bimensuels pour diffuser les données. En outre, la FAO est en train de reproduire le projet en Afrique de l'Ouest, ainsi que d'appliquer la même méthodologie au niveau national.

- L'étude a permis de créer le premier ensemble de données sur la déforestation ayant fait l'objet d'une validation croisée statistique ; cet ensemble est [facilement accessible en ligne](#). Les données ont été présentées au Forum des forêts tropicales d'Oslo en juin, et à la réunion du PFBC à Libreville en juillet.
- L'étude indique que la déforestation et la dégradation semblent avoir diminué depuis 2017, mais la FAO ne peut toujours pas tirer de conclusions quant aux raisons. Cependant, il est possible de développer un récit cohérent basé sur l'évaluation des moteurs et de leur chevauchement....
- Les activités du projet en cours comprennent la finalisation de deux publications qui seront soumises à des revues à comité de lecture, des travaux visant à déterminer comment l'utilisation antérieure des terres permet les perturbations actuelles, et comment spatialiser les informations sur les moteurs indirects.

Objectifs de genre

- Pour les derniers cycles de rapports annuels sur les programmes, le CA a adopté des objectifs concernant le nombre de programmes actifs répertoriés comme *sensibles au genre* (c'est-à-dire répondant à quatre des quatre critères de genre définis par le [système de notation des marqueurs de genre de l'UN-REDD](#)) et hautement sensibles au genre (c'est-à-dire répondant à trois des quatre critères de genre).
- Le Conseil d'administration a convenu d'introduire un type d'objectif supplémentaire pour 2022 et au-delà, à savoir des objectifs d'intégration de la dimension de genre dans les *nouveaux* programmes, c'est-à-dire viser à ce que tous les nouveaux programmes soient qualifiés de très sensibles à la dimension de genre avant d'être approuvés par le Conseil d'administration. Cela implique que tous les nouveaux programmes devront répondre à au moins trois critères de genre, en fournissant une analyse de genre, en définissant des indicateurs de suivi et d'évaluation liés au genre, et en allouant des ressources budgétaires aux dispositions d'intégration du genre.

Réseau scientifique CAFI

- Le conseil d'administration a discuté de la possibilité de mettre en place un réseau scientifique associé au CAFI, visant à réunir les partenaires scientifiques, à faciliter la compréhension des différents ensembles de données scientifiques et à mettre en relation les résultats, à éclairer l'élaboration et la mise en œuvre des lettres d'intention, et à soutenir et financer les recherches nécessaires. Les discussions à ce sujet vont se poursuivre.

Campagne de communication sur le changement social

- L'Allemagne a proposé de lancer une campagne de communication sur le changement social et comportemental dans le contexte de programmes CAFI sélectionnés, visant à contribuer à l'objectif de réduction de la déforestation et de la dégradation, tout en promouvant le développement durable. Une proposition pour les termes de référence respectifs sera présentée au troisième trimestre.

La gouvernance du CAFI

- Le conseil d'administration a discuté des options possibles pour renforcer davantage ses partenariats avec les pays partenaires, en préparation de la table ronde de haut niveau du CAFI à Libreville en juillet.

Décisions adoptées pendant et après la réunion

- [EB.2022.07 : Objectifs de genre](#)
- [EB.2022.08 : République du Congo - Approbation du document de programme du Programme d'aménagement durable du territoire \(PUDT\).](#)
- [EB.2022.09 : République centrafricaine - Extension sans frais du projet d'appui aux études de préféabilité](#)
- [EB.2022.10 : Guinée équatoriale - Développement du PRODOC](#)
- [EB.2022.13 : Gabon - approbation du paiement basé sur les résultats.](#)

Partie III

Résumé de l'événement

La partie III de l'EB20 a pris la forme d'une table ronde de haut niveau, organisée en marge de la 19^{ème} réunion des parties du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo, accueillie par le gouvernement du Gabon, à Libreville.



La table ronde a fourni un espace de dialogue et d'échange entre les représentants de haut niveau des pays bailleurs et partenaires de CAFI, ainsi que des partenaires techniques clés. Les représentants de haut niveau ont abordé les leçons tirées des partenariats mis en place par le CAFI jusqu'à présent, ainsi que les possibilités et les perspectives de poursuivre une collaboration fructueuse. En outre, ils ont exposé leur vision du CAFI pour l'avenir, en

soulignant les points forts de l'initiative ainsi que les domaines d'amélioration potentiels.

L'événement a été modéré par le Chef du Secrétariat du CAFI, Mme Berta Pesti. Les représentants de haut niveau suivants ont participé à la réunion :

Pays/organisation	Titre et nom
République du Gabon	Son Excellence le Ministre des Eaux, Forêts, Mer et Environnement, Dr. Lee White
République du Gabon	Secrétaire permanent du Conseil National du Climat, M. Tanguy Gahouma
République du Congo	Directeur de Cabinet du Ministère de l'Economie Forestière, M. Pierre Taty
République démocratique du Congo	Directrice adjointe du cabinet du ministère des finances, Mme Ginette Mtuta Nzau
COMIFAC et Cameroun	Président de la COMIFAC et Ministre de la Faune et des Forêts, M. Jules Ndongo Doret
Allemagne	Son Excellence le Secrétaire d'Etat au développement économique et à la coopération, M. Jochen Flasbarth
France	Directeur du développement durable, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Philippe Lacoste
Norvège	Envoyé spécial du Ministère du climat et de l'environnement, M. Hans Brattskar
Royaume-Uni	Chef de l'unité "Forêts internationales", ministère des affaires, de l'énergie et de la stratégie industrielle Maggie Charnley
Nations unies, Gabon	Coordinatrice résidente, Mme Savina Ammassari
Programme des Nations unies pour le développement, Gabon	Représentant résident, M. Francis James
The Nature Conservancy (TNC), Gabon	Directrice, Mme Marie Claire Paiz
Agence française de développement (AFD)	Directeur du département des transitions écologiques et des ressources naturelles, Dr. Gillez Kleitz

Conclusions

Les représentants de haut niveau des pays donateurs et des pays partenaires sont parvenus à un consensus sur une série de propositions de prochaines étapes visant à améliorer leur collaboration et à renforcer l'appropriation nationale des partenariats par les pays partenaires. Il a notamment été proposé d'organiser des réunions plus fréquentes avec les représentants des bailleurs de fonds dans la région

de l'Afrique centrale, de renforcer la représentation de haut niveau dans le dialogue politique entre les pays donateurs et les pays partenaires, de faciliter et de promouvoir la participation des partenaires techniques nationaux éligibles à la mise en œuvre des objectifs du programme et d'accélérer le renforcement des capacités des entités nationales. Enfin, les partenaires ont convenu de poursuivre le dialogue sur ces questions, et de traduire leur vision en prochaines étapes concrètes en temps voulu.